

<https://acdn.net/spip/spip.php?article884>



Le « petit » problème nucléaire de la Grande-Bretagne

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : mardi 16 septembre 2014

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

[https://acdn.net/spip/local/cache-vignettes/L400xH284/the_uk_s_wee_nuclear_problem-2-2984c.jpg]

Vendredi 12 septembre 2014

Si l'Ecosse vote jeudi prochain en faveur de son indépendance, un nouveau petit pays pourrait rejoindre bientôt les Nations Unies. Le Parti National Ecossais (SNP : Scottish National Party), qui milite pour une Ecosse indépendante et non-nucléaire, veut faire de l'Ecosse un membre de l'OTAN et de l'Union Européenne mais rejette les armes nucléaires, y compris les sous-marins nucléaires britanniques actuellement basés en Ecosse.

Le SNP promet de négocier le retrait du système d'armes nucléaires britannique Trident de la base navale de Faslane, à 40 km de Glasgow. Les quatre sous-marins de la classe Vanguard sont stationnés sur l'Estuaire de la Clyde, un ensemble de rivières, d'estuaires et de bras de mer.

Un vote majoritaire en faveur du OUI signifierait que le programme de 20 milliards de livres que la Grande Bretagne s'apprête à consacrer au remplacement de ses quatre sous-marins Trident pendant la prochaine décennie ne pourrait pas démarrer. Il pourrait également signifier que l'engagement du Royaume-Uni en faveur des armes nucléaires devrait être repensé.

Le gouvernement britannique a présumé depuis 1968 que le Traité de Non Prolifération nucléaire lui donne une sorte de droit de posséder des armes nucléaires. Si une Ecosse indépendante applique sa politique d'évacuation du système d'armes nucléaires Trident, le Royaume Uni devra trouver dans les quatre ans un autre lieu de stationnement pour toutes ses têtes nucléaires navales, étant donné qu'il coûterait bien trop cher de les déployer toutes en même temps en mer pendant des mois.

Ce sera une tâche bien difficile, presque autant que pour Vladimir Poutine celle de trouver un autre port d'attache pour la Flotte de la Mer Noire stationnée en Crimée. Si le Royaume-Uni veut conserver ses sous-marins nucléaires, il lui faudrait trouver un autre port en eau profonde, de préférence sur le territoire britannique plutôt qu'en terrain colonial. (Le Canada loue à la marine des Etats-Unis un espace en eau profonde pour ses essais de torpilles nucléaires à Nanoose Bay, au nord de Nanaimo en Colombie-Britannique.)

Le gouvernement britannique affirme que d'autres implantations seraient inacceptables du fait de leur proximité avec des centres urbains populeux, nonobstant le fait que depuis 1969 le Royaume-Uni a hébergé ses sous-marins et entreposé ses armes nucléaires à deux pas de l'un d'eux : Glasgow.

Si Westminster décide de relocaliser ces armes, le coût estimé de l'opération varie énormément. Selon certains, construire une nouvelle base ne coûterait guère plus de 2,5 à 3,5 milliards de livres (4,47 à 6,26 milliards de dollars), tandis que pour d'autres, le transfert des Tridents coûtera près de 50 milliards de livres. En tout état de cause, ce serait une sacrée dépense pour les contribuables anglais et gallois, au lendemain de la partition de leur pays et d'un probable déclin économique.

La question de savoir si une Ecosse indépendante continuerait à utiliser la livre britannique a fait l'objet de bien des débats politiques, le gouvernement écossais disant que oui, il continuerait, mais les parties unionistes menaçant de s'y opposer. Les gens se sont aussi demandé si l'Ecosse pourrait jouer un rôle central dans le désarmement nucléaire si elle devenait un Etat membre de l'OTAN.

Mais si une Ecosse indépendante décidait de rejoindre l'alliance, elle pourrait suivre l'exemple d'autres membres de

Le « petit » problème nucléaire de la Grande-Bretagne

l'OTAN tels que le Canada, la Norvège ou la Lituanie, qui interdisent les armes nucléaires sur leur sol. En outre, si une Ecosse indépendante devenait le fer de lance d'initiatives en faveur de nouveaux traités internationaux en vue d'interdire les armes nucléaires, sa démarche pourrait avoir un impact majeur sur d'autres membres de l'OTAN, en dépit de la tendance actuelle à ouvrir un nouveau front en Europe centrale pour protéger les Etats baltes.

Même si les Ecosseis n'étaient pas assez nombreux à voter Oui pour gagner l'indépendance, les motifs de leur vote pourraient offrir aux Britanniques dans leur ensemble l'occasion de repenser la question des armes nucléaires. Le coût très élevé du remplacement des sous-marins, couplé aux défis logistiques du redéploiement des armes, signifie qu'il y aura une forte opportunité pour renoncer aux armes nucléaires, s'il se trouve à Westminster un parti politique pour adopter une telle politique.

Pour leur part, les représentants du SNP sont prêts à participer activement à une initiative humanitaire sur les armes nucléaires et à soutenir des négociations sur un traité international d'interdiction des armes nucléaires, même sans la participation des Etats dotés d'armes nucléaires. Un tel traité rendrait la possession d'armes nucléaires indubitablement illégale pour tout le monde, en les plaçant sur le même pied que les armes biologiques et chimiques.

Face à une telle opposition de l'Ecosse - même dans l'éventualité d'un vote majoritaire en faveur du Non - il sera difficile pour le gouvernement du Royaume-Uni de poursuivre le renouvellement absurde et coûteux du système Trident, dans un contexte de négociations internationales visant à bannir les armes nucléaires. Le vote de l'Ecosse ce jeudi peut bien s'orienter dans un sens ou dans un autre, il est d'ores et déjà assuré d'inciter Mère Angleterre à dépasser sa conception de la sécurité héritée de la Guerre Froide, en minant les arguments traditionnels en faveur de la conservation de ces armes de destruction massive.

â€” Bill Kidd est membre du Parlement écossais, élu dans la circonscription de Glasgow Anniesland, et membre du Parti National Ecossais qui milite pour une Ecosse indépendante et non-nucléaire

â€” Erika Simpson est professeur en relations internationales, associée au département politique de la Western University.

Traduction : Jean-Marie Matagne

[Source](#)